



L'ADMINISTRATION PUBLIQUE COMME SOUTIEN DE LA SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE

ARTICLE ORIGINAL

NUNES, Antônio José Ribeiro¹

NUNES, Antônio José Ribeiro. **L'administration publique comme soutien de la société brésilienne**. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. Année. 07, éd. 05, Vol. 04, p. 131-142. Mai 2022. ISSN : 2448-0959, lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/administration-des-affaires/ladministration-publique>

RÉSUMÉ

La Constitution fédérale de 1988 a apporté de grandes innovations avec le renforcement de la citoyenneté et des droits de l'homme, ainsi que la garantie de la participation sociale de la société civile ou des organisations d'entreprises, afin d'obtenir des droits fondamentaux et des améliorations sociales. Dans ce contexte, cet article vise à répondre à la question directrice suivante : Quels changements l'administration publique brésilienne a-t-elle apportés afin de promouvoir le soutien à la société brésilienne ? Par conséquent, l'objectif de cet article est d'identifier les mécanismes liés à l'administration publique qui ont généré des changements et des améliorations dans la promotion du soutien à la société brésilienne. Ainsi, pour répondre aux objectifs de l'étude et à la problématique pointée, il a été décidé de réaliser une recherche bibliographique basée sur les fondements théoriques des auteurs. Il visait à montrer les principales transformations intervenues et à souligner les améliorations pour la société civile. Par conséquent, les hypothèses de l'étude indiquent qu'il existe dans l'administration publique une tendance au développement de nouveaux modèles de gestion, qui se concentrent sur des aspects tels que l'amélioration de l'efficacité technique, la planification des actions sociales et l'expansion des politiques de capacité institutionnelle et de gestion. Les résultats ont montré que les mécanismes qui ont généré des changements et des améliorations dans la promotion du soutien à la société brésilienne, sur la base des principales transformations survenues avec la réforme administrative, ont été la création de la Constitution citoyenne et la modernisation de l'État. Sur la base des informations obtenues grâce à la recherche bibliographique, les améliorations pour la société civile en termes de promotion du soutien social ont été mises en évidence. Il a été



conclu dans l'étude que l'État brésilien a entrepris des reformulations majeures dans la gestion publique directe et indirecte, en déterminant des mécanismes d'ouverture pour le troisième secteur, en élargissant les conditions de renforcement économique et de création d'emplois, par le biais de partenariats public-privé dans des fonctions qui avant que seul l'État développé exclusivement.

Mots clés : Administration publique, Appui, Efficacité, Capacité institutionnelle et managériale.

1. INTRODUCTION

La *IV Encontro Brasileiro de Administração Pública* a apporté de nombreuses innovations en termes d'informations pertinentes sur les avancées dans la construction des mécanismes de modernisation et de démocratisation qui ont généré des transformations sociales et économiques dans le secteur public brésilien. Dans ce contexte, il a été possible de vérifier que le paradigme traditionnel qui a prédominé au cours du XXe siècle a subi des changements significatifs qui représentent un soutien plus efficace à la société brésilienne, depuis la phase de redémocratisation, à travers des mesures de transparence, la participation populaire et des lignes directrices d'inclusion sociale et humanisation dans les relations citoyennes (PEREIRA et VIEIRA, 2017).

L'État brésilien, progressivement, a cherché à déterminer des réformes en vue d'améliorer les services publics. La pression exercée sur l'administration publique fédérale, étatique et municipale a entraîné des changements stratégiques en termes d'efficacité et de réduction de la bureaucratie (PEREIRA et VIEIRA, 2017).

Cela dit, cette recherche visait à répondre à la question directrice suivante : quels changements l'administration publique brésilienne a-t-elle apportés afin de promouvoir le soutien à la société brésilienne ?

Cela dit, les hypothèses de l'étude indiquent qu'il existe dans l'administration publique une tendance au développement de nouveaux modèles de gestion, qui se concentrent sur les aspects liés à l'amélioration de l'efficacité technique, à la



planification des actions sociales et à l'expansion des politiques de capacité institutionnelle et de gestion.

L'objectif de cet article est d'identifier les mécanismes liés à l'administration publique qui ont généré des changements et des améliorations dans la promotion du soutien à la société brésilienne. Il visait à montrer les principales transformations intervenues et à signaler des améliorations pour la société civile.

Pour répondre aux objectifs de l'étude et à la problématique pointée, il a été décidé de réaliser une recherche bibliographique basée sur les fondements théoriques des auteurs.

Le choix du thème se justifie au regard de la pertinence d'apporter dans la recherche une vue d'ensemble des efforts de l'État pour entreprendre des reformulations de la gestion publique directement par les organismes publics ou indirectement, par la société civile ou les organisations d'entreprises, à travers des partenariats public-privé et l'utilisation d'instruments réglementaires pour promouvoir l'accompagnement social.

La pertinence de l'étude est de démontrer les nouvelles tendances d'innovations qui sont absorbées, incorporées et mises en œuvre dans l'administration publique qui sont pertinentes et décisives pour contribuer à l'amélioration de la gestion publique en matière de gouvernance pour une plus grande efficacité.

2. DÉVELOPPEMENT

2.1 CARACTÉRISTIQUES POLITIQUES ET JURIDIQUES ET CARACTÈRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

L'administration publique a un caractère politico-juridique de droit public face aux responsabilités dans la poursuite des conditions de promotion du bien-être social



fondées sur des fondements constitutionnels (OLIVEIRA, 2014). Des transformations survenues avec la réforme de l'État, il y a eu une innovation dans la gestion publique avec un nouveau modèle constitutionnel basé sur la décentralisation des mesures et des prérogatives, dans lequel les fonctions administratives soutenues par les lois étatiques et municipales ont commencé à avoir une plus grande autonomie à partager avec la sphère publique fédérale les fonctions publiques pertinentes qui étaient auparavant centralisées.

En termes de responsabilités, les sphères fédérale, étatique et municipale ont commencé à utiliser des outils pour développer des processus managériaux et administratifs inhérents au développement des fonctions fondamentales qui dirigent l'appareil administratif (OLIVEIRA, 2014).

L'administration publique a commencé à être réglementée et exercée dans le cadre de ce qui détermine la Constitution fédérale (1988) et ses lois complémentaires, en plus de l'organisation de la société civile pour maintenir les contrôles sociaux (PEREIRA et VIEIRA, 2017).

Selon Costa et Terra (2005), avec la décentralisation administrative, l'État a commencé à répartir les compétences entre les entités fédérales, étatiques et municipales, créant une structure avec une plus grande agilité dans la prestation de services à la société civile, produisant également un partenariat avec des entreprises privées et entités non gouvernementales. Cette initiative a produit une percée dans le troisième secteur, assurant plus d'emplois et favorisant la croissance économique.

Dans cet exercice de changements dans l'administration publique brésilienne, les mesures ont été couvertes par la légalité pour disposer de mécanismes de régulation conformément à la délégation de compétence, dans les limites de la Constitution fédérale (1988).



Le volume des responsabilités de l'État exigeait des variables de contrôle internes et externes pour le développement de l'administration publique. En ce sens, l'État a commencé à développer un appareil juridico-administratif, commençant à avoir plusieurs entités, réparties sur les différents niveaux politico-administratifs (Union, États et Municipalités) (HEIDEMANN, 2014).

Heidemann (2014) évalue qu'à ce stade, les politiques publiques ont commencé à développer des régimes de régulation guidés par l'inspection, adoptant une configuration moderne basée sur des directives d'ordre juridique dont les processus sont menés sur la base de dispositions techniques dans le domaine du contrôle dans les entités de régulation pour éviter les déviations ou les irrégularités administratives liées à l'administration publique.

À cet égard, l'État a commencé à réorienter l'allocation des fonds publics en faveur des activités productives, réduisant ses fonctions sociales et élargissant l'espace et le pouvoir des intérêts privés. Les entreprises privées ont commencé à chercher une éventuelle stratégie alternative de développement économique, basée sur des partenariats avec l'État et les organisations non gouvernementales, qui puisse être adoptée comme modèle pour toutes les entreprises brésiliennes, afin d'encourager la réduction des besoins de la population, d'une posture centrée sur la citoyenneté (OLIVEIRA, 2014).

La réforme de l'État qui a eu lieu en 1995 peut être considérée comme l'un des premiers changements que l'administration publique brésilienne a produits pour promouvoir le soutien à la société brésilienne d'une manière plus efficace, démocratique et moins bureaucratique. Cette initiative a créé les conditions pour la création du Tiers Secteur, élargissant de manière exponentielle les conditions d'évolution de l'économie, apportant une plus grande stabilité en termes économiques, d'emplois et de services de différentes catégories à la société (OLIVEIRA, 2014).



L'État, caractérisé comme commandant du secteur public, remplissait des fonctions importantes d'induction du développement économique, d'aide et de conduite des activités économiques et sociales vers le progrès dans le domaine social, induisant des changements économiques (OLIVEIRA, 2014).

Avec la Constitution fédérale de 1988, la nécessité d'un contrôle interne des activités menées par l'administration publique directe et indirecte a été établie, compte tenu de la complexité des actions publiques et de la responsabilité de l'utilisation des fonds dans la gestion administrative (BRASIL, 1988).

À partir de la Constitution fédérale de 1988, des lignes directrices ont été déterminées qui ont rendu possible l'avancement de la citoyenneté, sur la base des conditions d'obtention des droits et garanties fondamentaux (BRASIL, 1988).

L'autre changement prôné par la réforme de l'État consistait en un nouveau paradigme de gestion administrative publique qui commençait par une plus grande participation sociale de la population dans la mise en œuvre des politiques publiques, de sécurité et d'inclusion sociale fondée sur la nécessité pour l'État brésilien de suivre un alignement sur les lignes directrices d'un État démocratique (HEIDEMANN, 2014).

Dans ce contexte, la performance des Organisations Non Gouvernementales (ONG), en tant qu'expression des mouvements sociaux et avec une plus grande participation sociale de la population, est devenue des instances qui ont avancé en partenariat avec l'État et les Entreprises Privées dans le sens de renforcer un processus de Articulation et dialogue. Ce processus visait à discuter conjointement des problèmes liés à la coopération internationale et des défis posés aux organisations brésiliennes, face au contexte de crise sociale.

Les ONG ont commencé à avoir une grande expressivité, selon les données obtenues à travers le monde, sur la participation à la promotion de projets alternatifs



menés avec les agences publiques fédérales et les secteurs privés. Le processus d'articulation efficace a également favorisé le processus de transparence et de contrôle social des ressources à appliquer dans les activités impliquées dans le domaine du développement social au Brésil, apportant ainsi un soutien à la société (HEIDEMANN, 2014).

De cette manière, la promotion du soutien à la société civile a également élargi le renforcement des droits fondamentaux en tant qu'instrument de prétention contre l'État, qui a favorisé les secteurs stratégiques de l'économie brésilienne pour contrôler et stimuler l'initiative privée.

Une critique en ce sens est faite par Corrêa et Passador (2019, p. 37) :

Com a reforma, a Administração Pública, passa por um processo de descentralização, o que tornaria as instituições mais próximas dos cidadãos e propiciaria uma melhor resposta aos seus anseios. Nesse sentido, isso ocorreria a partir da melhoria dos processos de formulação da política pública. Portanto, esse modelo estaria também sujeito a falhas e conflitos que poderiam prejudicar seu desenvolvimento. Interessante notar que um dos riscos de sistemas democráticos, descentralizados ou não, é a cooptação por grupos de interesse, mas o sistema governamental acaba por defender os objetivos dos grupos de interesse que se articulam e influenciam as decisões governamentais, e não representam assim os interesses públicos de fato.

Les changements mis en œuvre dans la gestion administrative publique, en général, ont déterminé de nouvelles structures qui ont commencé par l'admission de la participation sociale, à partir de mouvements organisés de quartier et d'initiatives d'ONG. Dans ce contexte, ce changement peut être considéré comme un processus relationnel dans lequel la société civile et l'État ont été impliqués.

Pour Corrêa et Passador (2019, p. 45) ce processus est innovant et fondamental pour que la force organisatrice de la société civile modifie le pouvoir de l'État, au sens d'articuler des stratégies pour que la croissance économique, à partir de la



reprise du développement, puisse donner des conditions concrètes pour améliorer les garanties des droits de citoyenneté.

La tâche de défendre et d'étendre les droits de citoyenneté doit être une lutte pour la société civile, qui doit s'organiser et établir des plates-formes de revendications pour de meilleurs salaires ; pour une éducation de qualité ; pour une réinsertion professionnelle, sur la base d'opportunités d'emploi supplémentaires ; formation professionnelle qualifiante ; les activités d'alphabétisation des adultes ; formation professionnelle pour handicapés physiques; enfin, exiger le respect des lois (FRANÇA, 2014).

De manière générale, la société civile organisée peut s'opposer à l'inefficacité de l'État dans le traitement des questions d'intérêt public. Le plus important est de partager des expériences collectives, sans tenir compte des différences idéologiques qui affaiblissent habituellement la force des mouvements civils.

2.2 ADMINISTRATION PUBLIQUE ET MÉCANISMES DE CONTRÔLE DE L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES PUBLIQUES

La Constitution fédérale de 1988 a déterminé des processus de contrôle interne qui portent sur l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques, le contrôle externe qui est attribué au pouvoir législatif est exercé par la Cour Fédérale des Comptes - CFC et le contrôle social qui se réfère à la création d'un mécanisme d'action pour la participation de la société organisée aux processus décisionnels dans le cadre de l'administration publique (CORRÊA et PASSADOR, 2019).

Les mécanismes de contrôle ont été créés comme prévision de l'efficacité de la probité administrative, et la loi d'improbité dans l'administration publique a également été créée, assurant au citoyen le contrôle des fonctions administratives contre la corruption.



L'importance de la gestion et du contrôle interne fait partie de la structure financière des institutions publiques et privées pour générer de l'efficacité dans le soutien des décisions administratives et favoriser l'expansion du scénario pour les possibilités de développer des techniques qui encouragent la gestion à un type de structure de contrôle qui assure la transparence dans les activités publiques (CORRÊA et PASSADOR, 2019).

La Constitution fédérale a légitimé les contrôles internes dans divers mécanismes au nom de la préservation de la propriété publique et des droits collectifs qui garantissent la réalisation de la citoyenneté sur la base de ressources spécifiques déterminées par la loi brésilienne, qui accorde aux citoyens le droit d'exercer un contrôle social sur l'administration publique (BRASIL, 1988).

Les mécanismes de création de ressources juridiques de contrôle interne et social ont commencé à permettre une transparence accrue et encouragé la participation populaire à la gestion publique. Mais il faut cependant considérer que les initiatives de la société civile organisée, aussi importantes soient les avancées en faveur de la transparence et de l'élargissement du contrôle des initiatives par la population, il reste encore un peu d'expressivité en termes de mouvements organisés pour les droits d'obtention.

Oliveira (2014) évalue que, compte tenu de l'évolution des paradigmes de la fonction publique, la nécessité de mettre en œuvre une politique de qualité basée sur l'innovation technologique en phase avec les transformations qui s'opèrent au quotidien dans les orientations de la fonction publique pour la recherche de amélioration des procédures administratives dans l'acquisition des intrants de production et des services, répondant aux besoins des différents secteurs avec de grands avantages.

Cela dit, les organismes publics ont recherché une modernisation constante basée sur la création de Programmes Qualité dont la fonction est de favoriser les stratégies



et tactiques opérationnelles mises en place pour poursuivre plus efficacement des objectifs, notamment ceux dédiés à la production de biens et/ou à la fourniture de services.

Dans ce contexte, les innovations technologiques et la modernisation de l'État ont favorisé des changements dans le mode de gestion de l'administration publique. Cependant, l'héritage inconfortable de la culture managériale traditionnelle, impliquée dans un enchevêtrement de formalismes et de bureaucratisation, a rendu difficile la prise de décision en matière de soins de qualité pour les citoyens qui utilisent les services publics (OLIVEIRA, 2014).

Dans cette phase, la technologie obsolète a produit de la lenteur, mais un nouveau processus de changement organisationnel s'est établi avec une base technologique plus innovante, basée sur la modernisation de l'État mise en œuvre par le gouvernement fédéral dans les organismes publics. Cette transformation a stimulé une nouvelle posture stratégique au niveau étatique et municipal, définissant un discours d'excellence dans la production et les services publics (OLIVEIRA, 2014).

La modernisation qui a atteint les activités publiques a apporté un nouvel esprit au développement des services publics, où les fonctionnaires ont subi des mises à jour et un recyclage et ont pu améliorer leurs conditions de travail, stimulant également la réorganisation de la structure opérationnelle, qui a également influencé l'amélioration des compétences collaborateurs ' (OLIVEIRA, 2014).

Dans les années 1990, la gestion de la qualité dans l'administration publique est devenue un impératif face aux changements technologiques, à la vision d'entreprise centrée sur le client ou le citoyen qui a besoin de produits et services efficaces, à la dimension éthique par la transparence et l'amélioration des processus de communication.



Les technologies ont été progressivement adaptées aux organismes publics fédéraux, étatiques et municipaux pour favoriser le processus de modernisation de l'administration publique. Les services graphiques, stratégiques, ont subi des améliorations pour contrôler et orienter les activités de publication et de diffusion des actes officiels et l'exécution d'un vaste matériel d'appui à la communication interne et externe (HEIDEMANN, 2014).

Dans les paramètres de la qualité de la production technologique, l'administration publique a renouvelé la production avec de nouvelles technologies numériques et des équipements de travail dans la recherche d'efficacité et d'agilité, apportant un soutien à la société. Une gestion basée sur le contrôle de la qualité était le moyen de rendre les services efficaces de la meilleure façon possible, en utilisant les ressources disponibles, afin d'atteindre les objectifs (HEIDEMANN, 2014).

La gestion de la qualité dans le processus implique la coordination des ressources humaines et matérielles pour atteindre les objectifs où l'organisation technico-opérationnelle est configurée (HEIDEMANN, 2014).

Dans cette approche, il était essentiel que le modèle de gestion puisse déterminer dans quelle mesure le processus serait en mesure d'atteindre les objectifs de l'organisation publique, d'estimer les besoins de changements impliqués et d'identifier les problèmes potentiels pour répondre aux besoins fondamentaux de la société.

L'autre amélioration de l'administration publique qui a apporté un soutien à la société concerne l'amélioration de la communication interne qui est venue aider les besoins des utilisateurs à obtenir des informations auprès de nombreuses entités et organismes publics de l'État qui ont été constitués en général, car c'était le premier obstacle à surmonter. afin de servir plus rapidement la société civile (TAVARES, 2020).



Dans les anciennes administrations, les services publics avaient beaucoup de mal à découvrir où certaines informations pouvaient être croisées avec d'autres informations provenant d'autres organismes publics pour éviter des défaillances dans les processus. De plus, les organismes publics ont presque toujours mis du temps à répondre à des informations souvent insuffisantes ou inadaptées aux demandes des citoyens. Ces difficultés découlent du manque d'instruments de travail qui a causé l'impréparation de certains serveurs pour obtenir et transmettre des informations précises et servir le citoyen afin de faciliter la résolution de son problème (TAVARES, 2020).

3. CONCLUSION

Du point de vue de la question directrice suivante : Quels changements l'administration publique brésilienne a-t-elle apportés afin de promouvoir le soutien à la société brésilienne ? Cet article visait à identifier les mécanismes liés à l'administration publique qui ont généré des changements et des améliorations dans la promotion du soutien à la société brésilienne.

Ainsi, à partir de la création de la Constitution citoyenne et de la modernisation de l'État, cette étude a montré que l'État brésilien a entrepris d'importantes reformulations dans la gestion publique directe et indirecte, déterminant les mécanismes d'ouverture du tiers secteur, élargissant les conditions de renforcement économique et de génération d'emplois, par le biais de partenariats public-privé dans des fonctions jusque-là réservées à l'État.

Devant l'inefficacité de l'État à fournir autant de services, des privatisations et des partenariats ont été réalisés, en plus d'une modernisation interne, administrative, managériale et opérationnelle pour déterminer les mécanismes de décentralisation qui ont généré une action légitime et autonome au niveau fédéral, étatique et municipal niveaux dans leurs responsabilités.



La Constitution fédérale de 1988 a apporté de grandes innovations avec le renforcement de la citoyenneté et des droits de l'homme, en plus de la garantie de la participation sociale de la société civile ou des organisations d'entreprises, afin d'obtenir des droits fondamentaux et des améliorations sociales (BRASIL, 1988).

Pour favoriser le développement économique et social, l'État a créé des partenariats public-privé et l'utilisation d'instruments réglementaires pour favoriser l'accompagnement social, exigeant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises privées.

Dans cette perspective, il a été démontré que les nouvelles tendances d'innovations étaient absorbées, incorporées et mises en œuvre dans l'administration publique, ce qui est devenu très pertinent et décisif pour contribuer à l'amélioration de la gestion publique en termes de gouvernance, générant une plus grande efficacité.

À cette époque de changements dans les paradigmes de la gestion publique, dans de nombreux États brésiliens, l'administration publique a progressivement commencé à adopter des critères de qualité, des systèmes de faisabilité de l'information et une technologie viable et accessible. De ce point de vue, la dynamique de travail des fonctionnaires a connu une grande amélioration, générant un service plus agile et moins bureaucratique aux citoyens.

À cet égard, l'État a réorienté l'allocation des fonds publics en faveur des activités productives, réduisant ses fonctions sociales et élargissant l'espace et le pouvoir des intérêts privés. Dans ce domaine, les entreprises privées ont commencé à rechercher une éventuelle stratégie alternative de développement économique, basée sur des partenariats avec l'État.

Avec les transformations intervenues avec la réforme de l'État, les organisations non gouvernementales peuvent être adoptées comme modèle pour toutes les entreprises brésiliennes, dans le sens d'encourager la réduction des besoins de la



population, sur la base d'une posture centrée sur la citoyenneté, où les mouvements sociaux et les ONG ont commencé à avoir une plus grande représentation sociale.

Le processus d'articulation efficace des ONG favorise également le processus de transparence et de contrôle social des ressources à appliquer dans les activités impliquées dans le domaine du développement social au Brésil.

Le renforcement de la citoyenneté, à travers des processus de participation démocratique, nécessite l'élargissement de la base sociale des décisions collectives au sein de la communauté assistée. Il s'agit de travailler surtout sur la « motivation » pour qu'un nombre croissant de personnes de la communauté soient intéressées à s'impliquer dans des dossiers d'intérêt public. Les mécanismes appropriés pour cette participation incluent, outre les institutions officielles, telles que les partis politiques, les syndicats et les écoles, les organisations civiles ou non gouvernementales.

RÉFÉRENCES

BRASIL. **Constituição da República Federativa do Brasil**. Brasília, DF: Senado Federal: Centro Gráfico, 1988.

CORRÊA, Victor; PASSADOR, Claudia Souza. O campo do conhecimento em Administração Pública no Brasil: Uma análise a partir do olhar do Guerreiro Ramos. **Revista da Sociedade Brasileira de Administração Pública**, Coleção Gestão Pública – Brasília: ENAP, 2019.

COSTA, Marli Moraes da; TERRA, Rosane Beatris M. da Rocha Barcellos. O papel da Administração Pública: Breves apontamentos sobre a reforma estatal como fomentadora de inclusão social sob o viés de direitos fundamentais, cidadania e o papel do terceiro setor. *In: XVII Encontro Preparatório para o Congresso Nacional do CONPEDI/UFBA – Salvador, 2008*. Disponível em: <http://www.publicadireito.com.br/conpedi/manaus/arquivos/anais/salvador/marli_marlene_moraes_da_costa.pdf>. Acesso em: 10 jan. 2021.

FRANÇA, Wladimir da Rocha. Princípio da legalidade administrativa e competência regulatória no regime jurídico-administrativo brasileiro. **Revista do Senado**, a. 51, n. 202, abr./jun. 2014.



HEIDEMANN, Francisco G. **Políticas públicas e desenvolvimento: Bases epistemológicas e modelos de análise**. 1. ed. São Paulo: UNB, 2014.

OLIVEIRA, Ricardo de. **Gestão pública: Democracia e eficiência - uma visão prática e política**. 1. ed. São Paulo: FGV, 2014.

PEREIRA, D. B.; VIEIRA, J. B. (Orgs.) **A construção da administração pública no século XXI**, João Pessoa: SBAP, 2017.

TAVARES, José. Atos políticos e atos de administração reflexões sobre os critérios de distinção das funções do Estado e demais entidades públicas. **Instituto Rui Barbosa**, 2020. Disponível em: <<https://irbcontas.org.br/artigo/atos-politicos-e-atos-de-administracao-reflexoes-sobre-os-criterios-de-distincao-das-funcoes-do-estado-e-demais-entidades-publicas/>>. Acesso em: 9 jan. 2022.

Soumis : Février 2022.

Approuvé : Mai 2022.

¹ Diplômé en Audit, Gestion et Expertise Environnementale, Diplômé en Ingénierie de la Sécurité au Travail, Spécialiste des Ressources Minérales - Ingénieur des Mines. ORCID : 0000-0003-0973-939X.